

Arrêté du 1^{er} avril 2014 portant délégation de signature du directeur interrégional par intérim de la protection judiciaire de la jeunesse de l'interrégion Centre Est

NOR : JUSF1408413A

Le directeur interrégional par intérim de la protection judiciaire de la jeunesse de l'interrégion Centre Est,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2005-534 du 24 mai 2005 portant déconcentration en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de la justice ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté du 18 février 2011 portant nomination de M. Alain DUPUY, directeur territorial des Savoie ;

Vu l'arrêté du 19 août 2011 relatif à la déconcentration de certains actes de recrutement et de gestion des personnels relevant de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté du 12 septembre 2011 portant nomination de M. Michel LORCY, directeur territorial Rhône-Ain ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2011 portant nomination de M. Bernard POITAU, directeur territorial Loire ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2012 portant nomination de M. François-Xavier FEBVRE, directeur territorial Drôme-Ardèche ;

Vu l'arrêté du 12 juillet 2012 portant nomination de M. Noël LE GALL, directeur territorial Auvergne ;

Vu l'arrêté du 29 mai 2013 portant nomination de Mme Corinne GRIMAUD, directrice des ressources humaines ;

Vu l'arrêté du 12 septembre 2013, portant nomination de Mme Marielle GOLLIN, adjointe à la directrice des ressources humaines à la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse de l'inter région Centre Est ;

Vu l'arrêté du 14 octobre 2013 portant nomination de M. Claude SLODZIAN, adjoint au directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse de l'inter région Centre Est ;

Vu l'arrêté du 28 mars 2014 relatif à l'intérim de direction au poste de directeur interrégional assuré par M. Claude SLODZIAN ;

Vu le contrat du 5 août 2008 portant recrutement de M. Sébastien BOUCHU en qualité d'agent contractuel de catégorie A occupant les fonctions de responsable ressources humaines de la gestion administrative et financière à la direction interrégionale Centre Est,

ARRÊTE

Article 1

Délégation est donnée à Mme Corinne GRIMAUD, directrice des ressources humaines, Mme Marielle GOLLIN, adjointe à la directrice des ressources humaines et M. Sébastien BOUCHU, responsable ressources humaines de la gestion administrative et financière, à l'effet de signer au nom du directeur interrégional par intérim dans la limite de leurs attributions, les arrêtés, décisions ou contrats relatifs à :

1° Pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires :

- l'octroi des congés annuels ;
- l'ouverture et le suivi du compte épargne temps ;
- l'octroi des congés de maternité ou pour adoption ;
- l'octroi des congés de paternité ;
- l'octroi ou le renouvellement des congés ordinaires de maladie ;
- l'octroi ou le renouvellement du congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie ;
- l'imputabilité au service des maladies et des accidents ;
- l'autorisation des cumuls d'activités ;
- les autorisations d'absence, sauf celles délivrées à titre syndical en application des articles 14 et 15 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 susvisé ;
- l'octroi ou le renouvellement des congés de longue maladie ;
- l'octroi ou le renouvellement des congés de longue durée ;
- l'octroi ou le renouvellement du congé parental ;
- l'octroi, le renouvellement et la fin du congé de présence parentale ;
- l'octroi ou le renouvellement des disponibilités d'office après épuisement des droits à congés ordinaires de maladie, congé de longue maladie et congé de longue durée ;
- l'octroi ou le renouvellement des disponibilités de droit ;
- l'autorisation, la modification, ou le renouvellement du travail à temps partiel et la réintégration à temps plein dans l'emploi d'origine ;
- l'octroi des congés de représentation ;
- l'admission au bénéfice de la cessation progressive d'activité ;
- la décision d'élévation d'échelon ;
- la réintégration après un congé de longue maladie sans changement d'affectation ;
- la réintégration après un congé de longue durée sans changement d'affectation ;
- la réintégration après un congé parental sans changement d'affectation.

2° Pour les agents non titulaires :

- le recrutement ;
- l'octroi des congés annuels ;
- l'ouverture et le suivi du compte épargne temps ;
- l'octroi des congés de maternité ou pour adoption ;
- l'octroi des congés de paternité ;
- l'octroi ou le renouvellement des congés ordinaires de maladie ;
- l'octroi ou le renouvellement du congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie ;
- l'imputabilité au service des maladies et des accidents ;
- les autorisations d'absence ;
- l'octroi, le renouvellement et la fin des congés pour raison de santé ;
- l'octroi, le renouvellement et la fin des congés non rémunérés pour raisons familiales ou personnelles ;

- l'autorisation, la modification, ou le renouvellement du travail à temps partiel et la réintégration à temps plein ;
- l'octroi des congés pour formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse ;
- l'autorisation des cumuls d'activités ;
- l'octroi des congés de représentation ;
- l'octroi des congés liés à des absences résultant d'une obligation légale et des activités dans la réserve opérationnelle ;
- l'admission au bénéfice de la cessation progressive d'activité ;
- les décisions relatives à la fin du contrat et au licenciement ;
- l'admission au bénéfice de la retraite ;
- l'octroi et revalorisation des rentes.

Article 2

Délégation est donnée à :

- M. Alain DUPUY, directeur territorial des Savoie ;
- M. Michel LORCY, directeur territorial Rhône-Ain ;
- M. Bernard POITAU, directeur territorial Loire ;
- M. Noël LE GALL, directeur territorial Auvergne ;
- M. François-Xavier FEBVRE, directeur territorial Drôme-Ardèche ;

à l'effet de signer au nom du directeur interrégional par intérim dans la limite de leurs attributions, les arrêtés, décisions ou contrats relatifs à :

1° Pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires :

- l'octroi des congés annuels ;
- les autorisations d'absence, sauf celles délivrées à titre syndical en application des articles 14 et 15 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 susvisé.

2° Pour les agents non titulaires :

- l'octroi des congés annuels ;
- les autorisations d'absence.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et affiché dans les locaux de chacun des services délégataires.

Fait le 1^{er} avril 2014.

Le directeur interrégional par intérim
de la protection judiciaire de la jeunesse
Centre Est,

Claude SLODZIAN